

Chambre des Représentans.

Commission des Pétitions du mois d'août 1835.

FEUILLETON N° 7.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du livre des
pétitions.

M. ZOUDE, 1^{er} Rapporteur.

1. 478. Le sieur Lutzen, ci-devant curé de Chiny (Luxembourg), se plaint d'avoir été interdit par le vicariat du diocèse de Namur. — Concl. — Ordre du jour.
2. 498. Le sieur De Rouw demande que tous les membres du congrès, qui ont voté l'exclusion des Nassau, soient décorés de l'Ordre de Léopold. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
3. 504. Plusieurs boutiquiers, de Gand, proposent des modifications à la loi du 21 août 1816, sur les poids et mesures.
4. 562. Plusieurs marchands détaillans, de la même ville, adressent la même demande. — Concl. — Dépôt de ces deux pétitions au bureau des renseignemens.
5. 509. Six sauniers, de Bruxelles, réclament une nouvelle loi sur le sel. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
6. 451. Quatre propriétaires de carrières de pierres de meules demandent la prohibition des meules étrangères, ou bien un droit de 50 p. % à l'entrée. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
7. 543. Le sieur Donner, négociant à Bruxelles, par pétition appuyée par plusieurs fabricans en chapellerie, du royaume, demande la libre sortie des poils de lièvres et de lapins. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
8. 541. Des propriétaires de bois, de la ville d'Echternach, réclament contre la pétition adressée au Roi, par des maîtres de forge du Luxembourg, et demandent un droit de 25 p. % à la sortie des charbons de bois.
9. 531. Les propriétaires de bois de l'arrondissement de Diekirch adressent la même réclamation.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.	
10.	585.	Même réclamation des administrations communales de Medernach et Densdorff.
11.	555.	Des propriétaires de minerais de fer, de Petange, Lingen et Athus, demandent la libre exportation de ces minerais.
12.	588.	Plusieurs exploitans de minerais de fer, de Mersch, adressent la même demande. — Concl. — Renvoi de ces cinq pétitions au ministre de l'intérieur et à la commission d'industrie.
13.	510.	L'administration du mont-de-piété de Bruxelles, qui possède des <i>los renten</i> , demande qu'il lui soit délivré des coupons portant 5 p. % d'intérêt. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
14.	382.	Plusieurs propriétaires et habitans de la ville d'Anvers se plaignent de l'élévation de la contribution foncière. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
15.	551.	Le sieur Davreux, fabricant de tulles, à Bouillon, demande le maintien du droit de 10 p. % sur les tulles écrus; le droit de 15 p. % sur les tulles blanchis à l'étranger, et celui de 30 p. % sur les tulles ouvragés.
16.	495.	Plusieurs fabricans et négocians de broderies sur tulles, renouvellent leur demande d'une diminution sur les droits d'entrée de tulles écrus. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à la commission d'industrie.
17.	496.	Le sieur Coulon, avocat à Liège, renouvelle sa demande d'encouragement pour la culture du mûrier. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.
18.	482.	Trois habitans de Binche et de Baltignies se plaignent des employés des contributions directes, qui veulent soumettre à la contribution les chevaux qui sont exclusivement employés au commerce. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
19.	544.	Le sieur Wiclsling, anglais, signale des vexations qu'il a éprouvées de la part de la douane. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
20.	569.	Des fabricans de papier, de l'arrondissement de Bruxelles, demandent l'abrogation de l'art. 16 de la loi du 26 août 1822, qui exempte les drilles et chiffons de l'aquit à caution. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
21.	564.	Les sieurs Jansens et Deknuydt, fabricans de colle-forte et de noir animal, demandent que les os soient frappés d'un droit de 10 p. % à la sortie.
22.	601.	Le sieur Perlau, fabricant de colle d'os, demande que, dans la nouvelle loi, la sortie des os travaillés soit permise moyennant un droit léger. — Concl. — Renvoi de ces deux pétitions à la commission d'industrie.
23.	502.	Le sieur Dewilde, inventeur d'un spécifique pour guérir les maux d'yeux, demande l'abrogation de l'art. 10 de la loi du 12 mars 1818. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
24.	489.	Plusieurs artistes vétérinaires demandent que la Chambre

veuille adopter des mesures pour empêcher les empiriques d'exercer l'art de guérir les animaux. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

25. 479. Les pharmaciens de la province de Liège adressent des observations sur les dispositions de la loi du 12 mars 1818, qui consacre, selon eux, un abus dans l'art médical. — Concl.—Renvoi au ministre de l'intérieur.

M. ULLENS, 2^e Rapporteur.

26. 293. Par pétition en date du 11 mai 1835,
Le sieur L.-A. Warnkoenig, professeur à l'Université de Gand, adresse des observations sur le projet de loi contenant le tit. III de l'instruction publique, présenté par la section centrale. — Concl. — Ordre du jour.
27. 394. Par pétition en date du 9 mai 1835,
La régence de Louvain renouvelle sa demande que l'Université de cette ville soit conservée. — Concl. — Ordre du jour.
28. 396. Par pétition en date du 11 mai 1835,
Six armateurs, à Nieupoort, demandent que la Chambre adopte une loi qui fixe les primes à allouer aux différentes branches de la grande pêche nationale. — Concl. — Renvoi à la commission spéciale.
29. 408. Par pétition en date du 4 juillet 1835,
Le sieur Gilbert-Frère, instituteur à Bruxelles, demande que le gouvernement emploie la troupe de ligne à la construction de routes, etc. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
30. 418. Par pétition en date du juillet 1835,
Plusieurs propriétaires et cultivateurs de la commune de Glin demandent un dégrèvement de contributions. — Concl. — Ordre du jour.
31. 419. Par pétition en date du 5 août 1835,
Le chevalier Lelièvre de Staumont, à Namur, demande une loi de censure sur la presse. — Concl. — Ordre du jour.
32. 428. Par pétition en date du 31 juillet 1835,
Les sieurs Champion et Plaisant demandent que la Chambre augmente au plus tôt le personnel du tribunal de Charleroi. — Concl. — Renvoi au ministre de la justice.

M. D.-J. LEJEUNE, 3^e Rapporteur.

33. 566. Par pétition en date du 14 novembre 1835,
Un grand nombre d'habitans de Wavre demandent :
- 1^o Une prompte révision de la loi électorale, et, spécialement, que le cens électoral soit le même pour les villes et les campagnes ;
 - 2^o Que Wavre soit déclaré chef-lieu de l'arrondissement, au lieu de Nivelles, cette première ville étant la plus centrale ;
 - 3^o L'élection directe des magistrats communaux, et l'attribution aux conseils communaux de tout ce qui est d'intérêt communal.
- Concl. — 1^{er} objet, dépôt au bureau des renseignemens ; 2^{me} objet, renvoi au ministre de la justice ; 3^{me} objet, compris dans un rapport spécial.
34. 563. Par pétition en date du 21 septembre 1835,
Plusieurs habitans de Tamise réclament contre la répartition des contributions, établie par le cadastre ;
- 2^o Demandent l'élection directe du bourgmestre et des assesseurs ;
 - 3^o Ils demandent que l'enseignement reste libre et sans aucune intervention, ni directe, ni indirecte du gouvernement.—Concl. — 1^{er} et 3^{me} objets, dépôt au bureau des renseignemens. Le 2^{me} objet est compris dans un rapport spécial.
35. 440. Par pétition en date du 11 août 1835,
Un grand nombre d'habitans du district de Verviers expriment des vœux, 1^o pour la conservation des libertés communales, et spécialement pour que les communes continuent à être administrées par des magistrats de leur choix ;
- 2^o Que les 10 p. % perçus sur les contributions directes, pour subvention de guerre, soient restitués aux contribuables, et que ce qui a été perçu de ce chef, sur les impositions indirectes, soit employé à indemniser les victimes des pillages et des dévastations qui ont eu lieu au mois d'août 1830. — Concl. — 2^{me} objet, dépôt au bureau des renseignemens. Le 1^{er} objet est compris dans un rapport spécial.
36. 456. Par pétition en date du 4 août 1835,
Quelques habitans de la commune d'Idderghem demandent :
- 1^o L'élection directe du bourgmestre et des échevins ;
 - 2^o Qu'on fasse cesser la perception des 10 p. % pour subvention de guerre ;
 - 3^o La péréquation cadastrale et la répartition de la contribution foncière au même marc-le-franc pour tout le royaume ;
 - 4^o La liberté de l'enseignement telle qu'elle est établie par la Constitution. — Concl. — 1^{er} objet, compris dans un rapport spécial ; 2^{me} objet, ordre du jour ; 3^{me} et 4^{me} objets, dépôt au bureau des renseignemens.

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du livre des
pétitions. | |
|----------------------------|---------------------------------------|--|
| 37. | 452. | <p>Par pétition en date du 1^{er} août 1835,</p> <p>Un grand nombre d'habitans de Wetteren demandent :</p> <p>1^o L'élection directe du bourgmestre et des assesseurs;</p> <p>2^o La liberté de l'enseignement;</p> <p>3^o Qu'on fasse cesser la perception des 10 p. % pour subvention de guerre. — Concl. — 1^{er} objet, compris dans un rapport spécial; 2^{me} objet, dépôt au bureau des renseignemens; 3^{me} objet, ordre du jour.</p> |
| 38. | 450. | <p>Par pétition en date du 1^{er} août 1835,</p> <p>Quelques électeurs, habitans d'Escornaix, demandent :</p> <p>1^o Que la Chambre persiste dans son vote émis au sujet de la nomination des administrateurs communaux;</p> <p>2^o Que la Chambre fasse cesser la perception des 10 p. %;</p> <p>3^o Qu'on fasse cesser l'inégalité dans la répartition de la contribution foncière, pour 1835, dans la province de la Flandre-Orientale. — Concl. — 1^{er} objet, compris dans un rapport spécial; 2^{me} objet, ordre du jour; 3^{me} objet, dépôt au bureau des renseignemens.</p> |
| 39. | 518. | <p>Par pétition en date du 5 septembre 1835,</p> <p>Plusieurs habitans de Calloo réclament :</p> <p>1^o Contre l'augmentation et l'inégale répartition des contributions foncières pour 1835, l'imposition qui frappe les propriétés de cette commune étant à peu près double de celle des propriétés situées dans la ville de Gand;</p> <p>2^o Contre la continuation de la charge des logemens militaires.</p> <p>Les mêmes habitans demandent :</p> <p>3^o L'élection directe du bourgmestre et des échevins;</p> <p>4^o Qu'il soit alloué un secours à la commune, pour habitans nécessiteux, par suite des désastres de la guerre. — Concl. — 1^{er} objet, dépôt au bureau des renseignemens; 2^{me} objet, renvoi au ministre de la guerre; 4^{me} objet, renvoi au ministre de l'intérieur. Le 3^{me} objet est compris dans le rapport spécial.</p> |
| 40. | 438. | <p>Par pétition en date du 19 juin 1835,</p> <p>Plusieurs habitans de Thielt réclament contre les évaluations cadastrales des propriétés bâties.</p> <p>Ils se plaignent de ce que, d'après le système actuel d'impôts, les charges tombent dans une proportion beaucoup plus forte sur la classe moyenne d'industriels et négocians, que sur les propriétaires de biens fonds. Ils émettent le vœu qu'un système financier plus équitable soit bientôt substitué aux diverses lois actuellement en vigueur. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.</p> |
| 41. | 553. | <p>Par pétition en date du 7 novembre 1835,</p> <p>La dame Lefevère, de Gand, demande de nouveau que la Chambre veuille faire examiner ses titres à la liquidation de</p> |

l'engagère fournie au gouvernement autrichien, pour la recette générale du pays de Waes. — Concl. — Renvoi au ministre des finances, avec demande d'explications.

42. 547. Par pétition en date du 10 novembre 1835,
 La régence de la ville de Grammont demande que, lors de la nouvelle circonscription judiciaire, il soit établi dans ladite ville un tribunal correctionnel dont ressortiraient les cantons de Grammont, Herzele, Ninove et une partie de celui de Nederbrakel, comprenant ensemble une population de 72,800 habitants.
43. 517. Par pétition en date du 31 août 1835,
 Un grand nombre d'électeurs, habitans de Wavre, demandent que le siège du chef-lieu du troisième arrondissement de la province du Brabant, soit transféré à Wavre, cette ville étant la plus centrale de l'arrondissement.
 Ils rappellent les pétitions faites, pour le même objet, par les communes des cantons de Jodoigne, Perwez et Wavre.
44. 520. Par pétition en date du 24 août 1835,
 La régence de la ville d'Ath demande que le tribunal de première instance, que cette ville possédait autrefois, lui soit rendu. — Concl. — Renvoi de ces trois pétitions au ministre de la justice.
45. 604. Par pétition sans date,
 Les habitans notables de la commune d'Assenede demandent que la Chambre vote les fonds nécessaires pour le creusement du canal d'écoulement de Selzaete à Blankenberg.
 La commission propose : 1° que cette pétition soit renvoyée au ministre de l'intérieur; 2° que la proposition faite par la section centrale, en séance du 31 janvier 1835, sur le crédit demandé pour commencer les ouvrages dont il s'agit, soit mis à l'ordre du jour, avant la discussion du budget du département de l'intérieur.
46. 560. Par pétition en date du 25 octobre 1835,
 Le sieur Jean Merckem, ouvrier à Tongres, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir la révocation de la décision qui appelle au service de la milice le sieur Louis-Joseph Pasques, de la commune d'Heur-le-Tiexhe; le pétitionnaire ayant été le remplaçant dudit milicien, pendant deux ans, et étant congédié ensuite pour infirmités physiques, celui-ci paraît devoir être libéré du service. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
47. 491. Par pétition en date du 25 août 1835,
 La régence et un grand nombre d'habitans d'Arlon demandent qu'il soit construit une caserne d'infanterie dans cette ville. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
48. 470. Par un mémoire en date du 22 août 1835,
 Le sieur Musch, avocat à Liège, demande que la loi du 22 décembre 1828, relative aux hypothèques, soit abrogée, et

l'art. 2154 du Code civil, remis en vigueur. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements, et renvoi au ministre de la justice.

49. 568. Par pétition en date du 14 novembre 1835,
La commission déléguée par les notaires des campagnes de l'arrondissement de Liège, renouvelle la demande tendant à obtenir la faculté d'exercer leur ministère dans l'arrondissement, en concurrence avec les notaires du chef-lieu. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à cet objet.
50. 567. Par pétition en date du 11 novembre 1835,
Un grand nombre d'habitans de la section de Bigonville, chef-lieu de la commune de ce nom, insistent sur leur demande faite antérieurement, de détacher de ladite section les sections de l'ancienne mairie d'Arsdorff, ces sections pouvant être réunies plus convenablement à la commune de Folscheid. — Concl. — Ordre du jour.
51. 441. Par pétition en date du 6 août 1835,
Plusieurs habitans de la commune d'Heldergem se plaignent de ce que leur bourgmestre est suspendu indéfiniment de ses fonctions, après l'avoir été deux fois pour le terme de six semaines, et demandent l'intervention de la Chambre, afin qu'il soit réintégré dans ses fonctions. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.
52. 521. Par pétition en date du 30 juillet 1835,
Le conseil communal de Mook réclame :
1° Contre la résolution des états députés de la province de Limbourg, en date du 6 mars 1820, concernant la liquidation des dettes de ladite commune ;
2° Contre la décision par laquelle les mêmes états députés ont refusé à ladite commune l'autorisation d'ester en justice, pour répondre à l'action intentée par ses créanciers. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.

M. DE LONGRÉE, 4^e Rapporteur.

53. 439. Par pétition en date du 7 août 1835,
Le sieur Bodart, major pensionné de la gendarmerie, demande à être remis en activité de service. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre, avec demande d'explications.
54. 473. Par pétition en date du 23 août 1835,
Le sieur Tack, ci-devant intendant militaire, aujourd'hui capitaine quartier-maître, demande à être réintégré dans ses

fonctions et grade primitifs. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre, avec demande d'explications.

55. 459. Par pétition en date du 13 août 1835,
Le sieur Vandermaesen, de la commune d'Esneux, demande la suppression de l'impôt sur les ports-d'armes de chasse. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
56. 437. Par pétition en date du 6 août 1835,
Les contrôleurs et surnuméraires du cadastre, dans la province de Namur, réclament l'indemnité qui leur revient pour expertise, et demandent à n'être pas compris dans la disposition restrictive apportée à l'allocation des 400,000 francs, au budget des finances de 1835. — Concl. — Renvoi au ministre des finances et au bureau des renseignemens.
57. 549. Par pétition en date du 12 novembre 1835,
Le sieur Deprez, instituteur dans la commune de Pont-de-Loup, district de Charleroi, signale le sieur Félix Hermant, de Châtelet, comme cumulant un grand nombre d'emplois administratifs. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
58. 503. Par pétition en date du 1^{er} septembre 1835,
Le sieur Moxhon, de la commune de Bonne-Ville, demande des changemens dans la fixation de l'impôt sur les ports-d'armes de chasse. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
59. 504. Par pétition en date du 12 septembre 1835,
Le sieur Naeye, cultivateur à Ste-Anne-ter-Magden (Zélande), exploitant une ferme située en Zélande, demande de pouvoir introduire en Belgique, en franchise des droits, des grains récoltés sur des terres situées en Belgique. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
60. 472. Par pétition sans date,
Le sieur Bourotte, pensionné de septembre, demande qu'il soit fixé *une mesure* pour la vente des pommes de terre dans Bruxelles, soit par sac, soit par livre. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
61. 550. Par pétition en date du 15 septembre 1835,
Plusieurs rentiers et propriétaires de Bruxelles demandent que la Chambre discute, aussitôt que possible, le projet de loi portant des modifications à la loi sur le notariat. — Concl. — Renvoi de cette pétition à la commission chargée de l'examen du projet de loi sur cet objet, et dépôt au bureau des renseignemens.
62. 561. Par pétition en date du 10 novembre 1835,
L'administration communale de Corthys, province de Limbourg, demande qu'il soit accordé un crédit spécial au budget de la guerre, pour indemniser cette commune d'une fourniture

de 928 rations de fourrages, faite par elle, pendant le 3^e trimestre de 1831, aux troupes de l'armée française, et admise par elle en liquidation. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre, avec demande d'explications.

63. 545. Par pétition en date du 14 septembre 1835,
La dame veuve Depiens, dont le mari était pensionné de septembre, demande de continuer à jouir de cette pension. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
64. 570. Par pétition en date du 10 novembre 1835,
Le sieur Vandael, chevalier de la Légion-d'Honneur, adresse des observations sur le rapport de la commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux légionnaires belges. — Concl. — La commission émet le vœu que la Chambre veuille prendre la réclamation du pétitionnaire en considération, et vous en propose le dépôt au bureau des renseignemens.

M. DU BUS (BERNARD), 5^e Rapporteur.

65. 442. Par pétition datée de Bruges, le 11 août 1835,
Le sieur Ch. Bogaerts, entrepreneur des travaux de la côte de Blankenberghe, pour un terme de six années, commencées en 1826 et expirées en 1832, réclame le paiement du solde qui lui revient de ce chef. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur, avec demande d'explications.
66. 464. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 mai 1835,
Le sieur L. Charon, entrepreneur à Mons, réclame de nouveau l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir une indemnité pour les pertes éprouvées par lui dans une entreprise de fourrages. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre, et dépôt au bureau des renseignemens.
67. 471. Par pétition datée de Hognoul (Liège), le 4 août 1835,
La dame Marie Jos. Degenesse, veuve Thonet, dont le mari a été tué en 1814, lors de l'invasion des alliés, demande la continuation du secours qu'elle recevait sous l'ancien gouvernement. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
68. 443. Par pétition datée de Neder-over-Heembeek (Brabant), le 12 août 1835,
Le sieur Gheude et sœurs, renouvellent leurs plaintes des diverses infractions commises par la régence de Bruxelles aux réglemens sur la police des eaux de la Senne. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
69. 466. Par pétition datée de Namur, le 16 août 1835,
Le sieur J.-Fr. Delhaise, pensionné de la caisse de retraite, comme ex-employé des finances, ayant obtenu depuis une

- nouvelle pension comme capitaine, demande à jouir de ces deux pensions. — Concl. — Ordre du jour.
70. 455. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 août 1835,
Le sieur Pierre Kanni, déserteur prussien incorporé dans la Légion étrangère, et pensionné depuis au service de Don Pedro, se plaint d'être en butte aux vexations de l'administrateur de la sûreté publique. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
71. 465. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 août 1835,
La dame veuve Hutet, dont le mari était capitaine, demande à jouir de la pension de veuve d'officier. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
72. 506. Par pétition datée de Zurich, le 22 août 1835,
Le sieur Cooremans demande que la Chambre intervienne auprès du gouvernement, afin qu'il réclame du gouvernement bavarois l'indemnité à laquelle il a droit, du chef des pertes qu'il a éprouvées par suite de son emprisonnement en Bavière, à cause de ses opinions politiques. — Concl. — Renvoi au ministre des affaires étrangères, avec demande d'explications.
73. 467. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 août 1835,
Le sieur L. Chavaete renouvelle sa demande d'intervention de la Chambre pour le protéger contre un procureur du roi. — Concl. — Ordre du jour.
74. 484. Par pétition datée de Belleghem (Flandre-Occidentale), le 24 août 1835,
Le sieur Debedts, marchand, chevalier de la Légion-d'Honneur, demande le paiement de l'arriéré de sa pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
75. 477. Par pétition datée de Liège, le 26 août 1835,
Le sieur Louvrex, ancien receveur, à titre onéreux, des taxes municipales de la ville de Liège, demande l'application de la loi du 5 prairial an VI sur les pensions. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
76. 483. Par pétition datée de Hensy (Liège), le 29 août 1835,
Le sieur A. Palla, instituteur, réclame l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir une indemnité pour avoir donné l'instruction gratuite aux indigens. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
77. 491. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} septembre 1835,
Le sieur Gilbert-Frère, instituteur, demande que l'indemnité qui était payée sous l'ancien gouvernement, à quelques professeurs, leur soit continuée ou à leurs veuves. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
78. 494. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} septembre 1835,
Plusieurs auteurs dramatiques et artistes demandent qu'il soit

alloué au budget une somme de 30,000 francs , destinée à l'encouragement de leurs travaux. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

79. 516. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 septembre 1835,
La dame veuve J.-M. Lamquet réclame le paiement de deux ans de pension due à feu son mari, retraité comme ex-sous-brigadier aux douanes du Limbourg. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.
80. 537. Par pétition datée de Selain (Namur), le 5 octobre 1835,
La dame Marie Jos. Tonglet, épouse de Philippe Walt, demande une indemnité pour le préjudice qu'elle a essuyé, par la part que son mari a prise à la révolution. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
81. 476 Par pétition datée de Bruxelles, le 26 août 1835,
Le sieur Ernotte, pharmacien demeurant rue Royale, réclame le paiement de l'indemnité qui lui revient, du chef de dévastation de sa maison, par les Hollandais, en 1830.
82. 447. Par pétition datée de Peruwelz (Hainaut), le 9 août 1835,
Trois habitans de cette commune réclament une loi sur les indemnités.
83. 532. Par pétition datée de Stabroeck (Anvers), le 14 octobre 1835,
Les bourgmestres des communes de Lillo, Stabroeck, Bee-rendrecht et Santvliet, demandent que la Chambre s'occupe de la loi relative aux indemnités. — Concl. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi relatif aux indemnités.
84. 458. Par pétition datée de Mons, le 10 août 1835,
Le sieur A. Limerel, capitaine d'infanterie en non-activité, demande l'intervention de la Chambre pour obtenir la réparation des injustices qu'il dit avoir été commises à son égard. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre, avec demande d'explications.

M. HYE-HOYS, 6^o Rapporteur.

85. 402. Par pétition du 13 mai 1835,
Les bourgmestre et échevins de la ville de Bruges demandent que, sauf les 10 p. % à titre de subvention éventuelle de guerre, la contribution foncière dans la province de la Flandre-Occidentale continue de se percevoir sur le pied de l'année 1834, jusqu'à ce que la péréquation ait eu lieu entre toutes les provinces du royaume, et, qu'après révision, les évaluations des propriétés bâties aient été réduites, ainsi que l'équité le réclame. — Concl.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros.
du livre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| | | — Renvoi au ministre des finances, et dépôt au bureau des renseignements, le rapport étant fait sur la péréquation. |
| 86. | 405. | Par pétition du 24 juillet 1835,
Le conseil communal de Cruyshautem réclame l'égalité proportionnelle de l'impôt foncier entre toutes les communes de la province. — Mêmes conclusions. |
| 87. | 409. | Par pétition du 31 juillet 1835,
Plusieurs propriétaires d'Erenbodegheim se plaignent de la différence dans la répartition cadastrale entre cette commune et celle de Hekelghem. — Mêmes conclusions. |
| 88. | 425. | Par pétition du 22 juillet 1835,
Plusieurs habitans de la commune de Boxem, district d'Ostende, Flandre-Occidentale, demandent une diminution dans l'impôt foncier. — Mêmes conclusions. |
| 89. | 427. | Par pétition du 1 ^{er} août 1835,
Le conseil de régence de la ville de Termonde demande que l'impôt foncier soit perçu sur un pied conforme pour toute la Belgique.
Mêmes réclamations de plusieurs propriétaires et habitans de ladite ville. — Mêmes conclusions. |
| 90. | 420. | Par pétition du 25 juillet 1835,
Plusieurs propriétaires et habitans de la commune de Nederbrakel adressent des observations sur l'assiette des impôts. — Mêmes conclusions. |
| 91. | 591. | Par pétition du 25 octobre 1835,
Le sieur Jean-Louis Casier, raffineur de sucre à Gand, renouvelle sa demande que la Chambre adopte une loi qui autorise M. le ministre des finances à lui accorder restitution ou décharge des droits d'accises sur deux quantités de sucre incendiées dans son entrepôt fictif, dans le cas où la Chambre prononcerait que l'art. 282 de la loi générale ne lui fût pas applicable. — Concl. — Ordre du jour. |

(ANNEXE AU N^o 57.)**Chambre des Représentans.****Commission des Pétitions, du mois d'août 1835.**ANNEXE AU FEUILLETON N^o 7.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions.
-----------------------------	---------------------------------------

M. D.-J. LEJEUNE, Rapporteur.

1. 566. Par pétition en date du 14 novembre 1835,
 Un grand nombre d'habitans de Wavre demandent l'élection directe des magistrats communaux, et l'attribution aux conseils communaux de tout ce qui est d'intérêt communal.
2. 575. Par pétition en date du 25 août 1835,
 Plusieurs habitans des communes de Laplaigne, Braffe, Buri, Calenelle, Fontenoi, Vezon, Maubrai et Péronne, des cantons de Peruwelz et Antoing, demandent que la Chambre n'admette pas, dans la loi communale, des dispositions qui auraient pour effet de détruire les franchises de la commune; de soustraire au principe de l'élection directe la nomination des échevins, et d'enlever au collège échevinal l'exécution des arrêtés et des lois d'administration; de donner au gouvernement le droit de révoquer à volonté, et sans alléguer aucun motif, le bourgmestre et les échevins; d'admettre pour conseillers des personnes étrangères à la commune; de paralyser la publicité des séances du conseil.
3. 563. Par pétition en date du 21 septembre 1835,
 Plusieurs habitans de Tamise demandent l'élection directe du bourgmestre et des assesseurs.
4. 546. Par pétition en date du 14 septembre 1835,
 Un grand nombre d'habitans de Braine-Lalleud demandent l'élection directe de tous les membres de l'administration communale.
5. 440. Par pétition en date du 11 août 1835,
 Un grand nombre d'habitans du district de Verviers expriment

des vœux pour la conservation des libertés communales, et spécialement pour que les communes continuent à être administrées par des magistrats de leur choix.

- | | | |
|-----|------|---|
| 6 | 485. | Par pétition en date du 22 août 1835,
Cinq membres de l'administration communale de Theux demandent l'élection directe du bourgmestre et des assesseurs, et la suppression des commissaires de district. |
| 7. | 456. | Par pétition en date du 4 août 1835,
Quelques habitans de la commune d'Iddergem demandent l'élection directe du bourgmestre et des échevins. |
| 8. | 452. | Par pétition en date du 1 ^{er} août 1835,
Un grand nombre d'habitans de Wetteren demandent que la Chambre maintienne l'élection directe du bourgmestre et des assesseurs. |
| 9. | 450. | Par pétition en date du 1 ^{er} août 1835,
Quelques électeurs, habitans d'Escornaix, demandent que la Chambre persiste dans son vote émis au sujet de la nomination des administrateurs communaux. |
| 10. | 518. | Par pétition en date du 5 septembre 1835,
Plusieurs habitans de Calloo demandent l'élection directe du bourgmestre et des échevins. |

CONCLUSION.

La commission propose le dépôt de toutes ces pétitions sur le bureau de la Chambre, pendant la discussion de la loi communale.

Chambre des Représentans.

Commission des Pétitions, du mois d'août 1835.

2^e ANNEXE AU FEUILLETON N^o 7.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions.
-----------------------------	---------------------------------------

M. VERDUSSEN, 2^e Rapporteur.

- | | | |
|----|------|---|
| 1. | 411. | Par pétition en date du 12 mai 1835,
Un grand nombre d'habitans de la commune d'Ardoye adressent des réclamations en faveur des libertés communales. |
| 2. | 397. | Par 3 pétitions,
Un grand nombre d'habitans des communes de Wonterghem, Gotthem et Heusden (Flandre orientale), demandent que la Chambre maintienne, dans le vote définitif de la loi communale, l'élection directe des échevins et l'étende même aux bourgmestres. |
| 3. | 434. | Par pétition non datée,
Plusieurs habitans d'Ath demandent :
1 ^o L'élection directe des magistrats municipaux ;
2 ^o La suppression des 10 p. % additionnels ;
3 ^o L'égalité du cens électoral pour les villes et pour les campagnes. |
| 4. | 395. | Par pétition en date du 10 mai 1835,
Plusieurs habitans de Genappes demandent l'élection directe, par le peuple, de tous les membres des administrations communales. |
| 5. | 435. | Par diverses pétitions,
Plusieurs habitans des communes de Sulseique, Oost-Eecloo, Kuesselaere, Waerschoot, Somerghem, et Eecloo demandent le maintien des libertés communales. |

CONCLUSION.

Dépôt de toutes ces pétitions sur le bureau de la Chambre, pendant la discussion de la loi communale.